

Transcription : Série de baladodiffusions de 2016 de l'ACHRU – Saison 1 : Épisode 1

Jeff Morrison : Bienvenue à la série de baladodiffusions de l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine (ACHRU) **Bénéficiaire d'opportunités**. Je m'appelle Jeff Morrison et je suis directeur général de l'ACHRU. Cette série de baladodiffusions lancée récemment offre des entretiens avec des intervenants novateurs dans le secteur du logement abordable de partout au Canada qui travaillent sur de nouveaux projets, de nouveaux partenariats et de nouvelles politiques pour appuyer la création de logements abordables, sociaux et avec services de soutien.

Série 1 : L'épisode 1 de la série de baladodiffusions Bénéficiaire d'opportunités présentera un entretien avec le président et premier dirigeant de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, Evan Siddall.

Avant de se joindre à la SCHL en 2014, M. Siddall était conseiller spécial du gouverneur de la Banque du Canada et représentant principal de la Banque du Canada à Toronto, où il a dirigé des projets destinés à favoriser le bon fonctionnement des marchés financiers et la stabilité future du système financier canadien.

Durant sa carrière, M. Siddall a occupé divers postes liés aux services bancaires d'investissement et à la gestion générale, notamment chez BMO Nesbitt Burns, chez Goldman Sachs & Co et chez Lazard Frères & Co.

Bienvenue, Evan, et merci de vous joindre à nous.

Evan Siddall : Merci de m'avoir invité aujourd'hui.

Jeff Morrison : La baladodiffusion d'aujourd'hui adopte une approche unique, car nous avons sollicité des questions de nos membres. Nous avons reçu beaucoup de questions, que nous avons ensuite reformulées et consolidées.

Commençons avec le développement le plus important, du point de vue de l'ACHRU, la consultation sur la Stratégie nationale sur le logement. Depuis l'été, la SCHL a activement sollicité la participation des Canadiens et des parties prenantes dans le cadre de cette consultation. Evan, pouvez-vous nous en dire davantage concernant le processus de la consultation jusqu'à ce jour, et pouvez-vous nous décrire les étapes et les échéances clés à venir relativement à cette consultation?

Evan Siddall : Comme vous le savez, la SCHL a été mandatée par le ministre Duclos pour mener ces consultations pendant l'été, ce que nous faisons depuis la fin juin. Cela comprend le lancement du site Web « Parlons logement », au moyen duquel nous avons pris contact avec plus d'un million de Canadiens et reçu plusieurs milliers de réponses à notre sondage, ainsi que de nombreux mémoires, notamment celui de l'ACHRU dont j'ai pris connaissance ce matin, pour lequel je vous remercie grandement. Nous avons aussi tenu des tables rondes avec des experts, des événements destinés aux parties prenantes ainsi que des consultations avec les Autochtones et des groupes de discussion avec des personnes qui, selon nous, sont un peu sous-représentées dans le dialogue. Le processus de consultation en soi se terminera bientôt, soit le 21 octobre, donc dans dix jours, et, à la fin novembre, lors de la Journée nationale de l'habitation, le 22, le ministre Duclos publiera un document « Ce que nous avons entendu ». Ce document présentera aux Canadiens un résumé de ce que nous avons entendu dans le cadre de ces consultations approfondies, mais malheureusement nous avons dû abrégé en raison de contraintes de temps. Puis, la question qui se posera pour le gouvernement sera celle de déterminer les changements à apporter aux politiques et la stratégie

que nous obtiendrons. Ce travail, comme vous pouvez l'imaginer, est déjà commencé et nous concluons avec une discussion avec les membres du Cabinet vers la fin de l'année ou au début de l'an prochain, et le gouvernement fera une annonce lorsqu'il le jugera approprié.

Jeff Morrison : Une fois le dévoilement de la stratégie, pensez-vous que les fournisseurs de logements sociaux et à but non lucratif peuvent s'attendre à une relation renouvelée avec la SCHL?

Evan Siddall : Oui oui bien sûr, la SCHL va évoluer et nos relations évoluent aussi comme ça car c'est une question centrale pour les consultations de la Stratégie nationale de logement. C'est quoi le rôle d'avenir pour la SCHL? Donc, je m'attends que notre rôle évolue, comme je l'ai dit.

Jeff Morrison : J'aimerais maintenant mettre l'accent sur une des préoccupations principales que nos membres soulèvent constamment, particulièrement dans le cadre de la consultation, et c'est le problème des accords d'exploitation qui prennent fin pour de nombreux fournisseurs de logements sans but lucratif, comme vous le savez. Quels sont les commentaires que vous avez entendus, et que la SCHL a entendus, dans le cadre du processus de consultation, de la part des fournisseurs de logements sociaux qui sont confrontés à l'expiration des accords d'exploitation jusqu'à maintenant?

Evan Siddall : Bonne question, Jeff, et bien sûr elle est au cœur des préoccupations de vos membres. Vous avez certainement entendu des témoignages de gratitude suite à l'annonce faite par le gouvernement après le budget de la prolongation du supplément au loyer en fonction du revenu pour la période de deux ans prévue au budget. Nous avons donc, comme vous le savez, mis des fonds de côté, soit environ 30 millions de dollars, qui seront octroyés sous forme de subventions permanentes pour les logements sociaux administrés par la SCHL. Puis, la question qui se pose est « qu'en est-il de l'avenir? » Ce que nous avons entendu des gens comprend, je suppose, trois éléments. Nous entendons très souvent que les accords d'exploitation sont inutilement restrictifs, et qu'ils doivent par conséquent être changés. C'est constructif, et nous devons renforcer la relation entre le gouvernement, représenté par la SCHL, et les fournisseurs de logements sociaux, ou les fournisseurs de logements sans but lucratif. Et je crois que l'on s'attend aussi à ce que le niveau de financement se poursuive, contrairement aux ententes sur le logement social ou aux accords d'exploitation, qui doivent être renouvelés. Ainsi, il est primordial que la relation entre le gouvernement et ces fournisseurs continue, bien que différemment.

Jeff Morrison : Donc, Evan, comme vous venez de l'expliquer, une des préoccupations est que les accords sont restrictifs et qu'ils doivent changer. Croyez-vous que cela signifie que la SCHL serait prête à éliminer les obstacles dans les accords d'exploitation dont nous ont fait part à maintes reprises certains de nos membres et de nombreux fournisseurs de logements, ces obstacles qui les empêchent souvent de pouvoir recourir à d'autres options de financement, par exemple en se dessaisissant de propriétés afin d'investir dans d'autres, et ainsi de suite. Pensez-vous qu'il serait possible que les accords d'exploitation soient changés dans ce sens?

Evan Siddall : Oui, je crois bien que oui. Pour ce qui est des détails, je ne suis pas certain. C'est le gouvernement qui prendra ces décisions. Et je suppose qu'il y a deux aspects importants, Jeff, dont les gens doivent être informés. D'abord, les décisions du gouvernement nous restreignent dans la manière dont nous pouvons mener nos activités. Ces restrictions peuvent changer avec l'entrée en fonction d'un nouveau gouvernement ou la mise en place de nouvelles règles. Puis, il y a la question de comment nous interprétons ces restrictions, et j'espère que vos membres savent que la SCHL s'ajuste dans la manière de les interpréter lorsque cela est possible, et j'espère que cela signale, en fait que cela vise à signaler une sensibilité aux clients par rapport aux gens que nous soutenons. Et, bien sûr, grâce à cela, nous avons été en

mesure de faire en sorte que le gouvernement reconnaisse la logique d'aider au moyen de remboursements anticipés, et le programme de remboursement anticipé de 150 millions de dollars qui a été réadopté par le gouvernement actuel, qui avait d'ailleurs été annoncé par le gouvernement précédent, cela est en cours, comme vous le savez. Notre premier appel de demandes a eu lieu en août, et il y en aura un autre le 17 février prochain.

Jeff Morrison : Excellent. Nous sommes impatients de transmettre plus d'informations à nos membres au sujet du programme de remboursement anticipé. Juste une dernière question à propos de la fin des accords d'exploitation. Envisagez-vous la possibilité qu'un financement soit accordé aux fournisseurs afin de leur permettre de maintenir en place les logements bénéficiant du loyer proportionné au revenu une fois les accords d'exploitation arrivés à terme? Comme vous le savez, les loyers proportionnés au revenu sont importants pour les centaines de milliers de locataires qui vivent dans des logements sociaux, et qui n'auraient pas les moyens de se tourner vers une autre option.

Evan Siddall : Oui, donc nous entrons dans les détails du programme, et il ne serait pas approprié de ma part de parler d'une décision future du gouvernement que je ne connais pas. Je peux dire que le ministre Duclos a signalé la nécessité de préserver ces logements à l'aide du financement additionnel de 30 millions de dollars prévu à cet effet pour une période intermédiaire de deux ans, et je suis certain qu'il veillera à ce que ces personnes ne soient pas déplacées. Comment cela se manifestera-t-il, je n'en suis pas très certain, Jeff, mais je soupçonne que le gouvernement actuel a le même objectif que vos membres.

Jeff Morrison : Excellent, merci. Je voudrais maintenant changer d'angle pour parler des mesures qui ont été introduites dans le budget de 2016, et vous avez fait allusion à un certain nombre d'entre elles, soit le financement de 2,3 milliards de dollars sur deux ans prévu pour répondre à divers besoins en matière de logement et pour les initiatives relatives à l'itinérance annoncées dans le budget. Pouvez-vous développer au sujet de ces mesures et de la manière dont la SCHL établit ses priorités et investit dans la construction d'habitations abordables et de logements-services pour les populations vulnérables du Canada grâce à cet investissement?

Evan Siddall : Bien sûr. Je vais vous donner les détails. Il y a 2,3 milliards de dollars. La première partie, qui représente le double du financement existant en vertu de l'Entente concernant l'Investissement dans le logement abordable, qui se chiffrait à environ un demi-milliard de dollars et qui est administré par les provinces et les territoires dans l'idée que les programmes varient selon les régions, et nous constatons cela dans la manière dont l'argent est dépensé. Et, pour répondre directement à votre question, cela se traduit par une quantité importante de logements construits. De plus, une somme additionnelle d'environ 100 millions de dollars sur deux ans est prévue pour les régions inuites et du Nord, en plus des 80 millions de dollars pour les régions inuites qui sont maintenant versés par Affaires autochtones et du Nord Canada (AANC) directement aux organismes autonomes inuits dans le Nord. Il y avait 200 millions de dollars prévus pour les aînés, 90 millions de dollars pour les victimes de violence familiale et un très important investissement de 574 millions de dollars destiné aux fournisseurs de logements sociaux pour qu'ils améliorent l'efficacité de la consommation d'énergie et d'eau, en fait un financement des rénovations et des améliorations. C'étaient les priorités. La construction est surtout financée par l'Investissement dans le logement abordable, le financement pour le Nord, le financement pour les Inuits, le financement pour les aînés et le financement pour les maisons d'hébergement destinées aux victimes de violence familiale. Donc, nous nous attendons à constater un regain important, un regain pour l'économie, juste pour ce qui est de l'emploi et de l'activité, puis un regain pour le secteur à de nouveaux endroits, juste au cours des deux années. Et, dans la deuxième phase du Fonds consacré à l'infrastructure sociale, sur lequel nous travaillons actuellement, et qui sera une manifestation de la Stratégie nationale sur le logement, je suis certain que

nous accomplirons encore plus sur une période de plusieurs années en ce qui a trait à la construction et à la résolution du problème des travaux d'entretien différés dans le secteur.

Jeff Morrison : Je suppose qu'il est trop tôt pour vous le demander, mais je vais tenter ma chance, et vous demander si un financement a déjà été alloué à l'échelle nationale pour la prochaine phase relative au logement en vertu de la stratégie?

Evan Siddall : Ce que nous avons vu dans le dernier budget, donc, pour donner une réponse courte, pas vraiment. Mais la réponse longue est que le budget de 2016 comprenait un montant de 20 milliards de dollars sur huit ans prévus pour le financement d'infrastructures sociales. Et cela serait réparti parmi un éventail de priorités, notamment le logement. Pour les peuples autochtones en général et la relation de nation à nation annoncée par le gouvernement, et troisièmement pour l'éducation préscolaire et les garderies, puis il y a aussi un volet écologique et un financement pour le patrimoine, etc. Donc, ce montant est divisé entre différentes priorités, y compris le financement pour les Autochtones dans les réserves en général, le logement, l'éducation préscolaire et les garderies, les priorités écologiques et les priorités patrimoniales. Je disais, je crois, que ces 20 milliards de dollars pourraient être totalement investis dans le logement et produire des résultats intéressants sur le plan économique et social. Un dialogue est en cours concernant le montant de cette enveloppe budgétaire qui sera alloué au logement plutôt qu'aux autres priorités, et je n'ai tout simplement pas une réponse précise pour vous aujourd'hui. Évidemment, cela relève du gouvernement.

Jeff Morrison : Une autre question à propos du budget. Pourriez-vous offrir à nos auditeurs une mise à jour sur l'initiative de financement en matière de logements locatifs abordables? Quels sont les critères utilisés à l'évaluation des projets, et à quoi ressemble le calendrier 2016/2017?

Evan Siddall : Nous n'avons pas déjà reçu l'approbation finale du gouvernement pour ce programme-là, nous espérons le lancer bientôt d'ici la mi-novembre à la fin du mois de novembre. Mais je crois que les critères pour l'initiative de financement seront similaires à celles que nous avons annoncés concernant les fonds d'innovation. Par exemple, nous nous attendons à ce que les projets que nous avons construits un minimum de nouvelles unités de logements locatifs et abordables et qui durent pour certaines années. Je m'attends à ce qu'il y ait certains critères ajoutés comme l'accessibilité, la viabilité du modèle novateur, etc. Donc on va voir après la décision du cabinet dans les prochains mois.

Jeff Morrison : Pour changer le sujet, vous avez indiqué plus tôt que le logement des Autochtones faisait partie de la consultation. Comme vous le savez, l'ACHRU a en place un Caucus autochtone dont la mission consiste à améliorer les conditions de logement pour les peuples autochtones des régions urbaines et rurales partout au pays. Je me demandais si vous pourriez parler un peu du soutien qu'offre la SCHL pour aider à améliorer les conditions de logement pour les peuples autochtones dans les régions rurales et urbaines, avec les outils déjà en place, ainsi que votre vision dans le cadre de la stratégie sur le logement pour les populations autochtones rurales et urbaines.

Evan Siddall : Merci. Je vais commencer par le présent et terminer par le futur. Le présent vise les Autochtones vivant hors réserves. La position du gouvernement dans le passé et notre mission dans le passé était de fournir ce soutien par l'entremise de l'Investissement dans le logement abordable, donc en fait ça a été délégué aux provinces. Et certaines provinces priorisent le logement autochtone et d'autres un peu moins. Et cela dépend des besoins dans une province donnée. À la SCHL, nous administrons aussi un programme de logement qu'on appelle l'article 95, qui est en quelque sorte un programme de prêt en vue de la propriété et qui se chiffre à environ 125 millions de dollars par année. Nous avons construit

7 000 habitations par année dans les réserves et nos collègues sont très fiers que nous soyons parvenus à une augmentation de 400 à 500 habitations par année à 700, encore une fois pour axer nos efforts sur la clientèle et pour faire une différence. J'imagine que cela pourrait changer dans le futur. L'article 95 est un programme qui date. Il y a, je crois, confusion dans certaines communautés à savoir si AANC ou la SCHL est l'autorité responsable du logement dans les réserves, donc nous devons régler cela de manière à mieux répondre aux besoins de nos clients, et ça, c'est pour les réserves. Des consultations de grande envergure sont en cours avec tous les groupes autochtones. Nous menons des consultations avec les Premières Nations hors des réserves, avec les Métis et avec les peuples inuits, et des rencontres bilatérales ont eu lieu pendant l'été et l'automne conjointement entre la SCHL, AANC et nos collègues d'Emploi et Développement des compétences Canada. Finalement, AANC sollicite la participation des Premières Nations en vue de déterminer les besoins à venir dans les réserves au chapitre des infrastructures et du logement. Comme vous pouvez l'imaginer, c'est un processus assez complexe pour de nombreuses collectivités et ça implique une série de consultations, et nous concentrons particulièrement notre attention sur les besoins en matière de logement dans les réserves et hors des réserves. Nous faisons attention à ce que nous pouvons faire autrement, donc vous pouvez vous attendre à constater du changement.

Jeff Morrison : Excellent. Evan, je sais qu'il est un peu tôt pour en discuter, mais l'une des recommandations que l'ACHRU a mises de l'avant dans le cadre de la consultation relative à la stratégie sur le logement est en fait l'élaboration d'une stratégie unique et distincte pour les peuples autochtones au Canada, et encore une fois, c'est peut-être prématuré, mais envisagez-vous une stratégie distincte qui mettrait l'accent sur les besoins des populations autochtones?

Evan Siddall : En quelque sorte. Dans le sens que vous l'entendez, oui. Je ne suis pas certain que le gouvernement l'annoncera ainsi, comme une stratégie, mais il y a certainement des efforts concentrés, comme vous pouvez l'imaginer, menés par la déclaration du Premier ministre dans laquelle il exprime son aspiration d'une relation de nation à nation entre le gouvernement fédéral et les peuples autochtones. Et je crois que, par conséquent, il nous incombe de donner des conseils au gouvernement sur la manière d'y parvenir sur le plan du logement, mais, bien sûr, au sein de l'éventail complet de besoins des Autochtones vivant dans les réserves ou hors des réserves. Quant à savoir si cette initiative prendra la forme de, la raison pour laquelle j'ajoute un bémol, à savoir si cela prendra la forme d'une stratégie ou d'autre chose, je ne sais pas. Mais une attention particulière sera portée à cet aspect, absolument, Jeff. Je crois que nous partageons cet objectif.

Jeff Morrison : Excellent. Merci. Une des questions que nous avons reçues de la part de nos membres, comme vous pouvez l'imaginer, nos membres se soucient grandement de l'environnement et pensent beaucoup en fonction de la durabilité quand il s'agit de la prestation de logements, donc une des questions soumise était si la SCHL continuera de promouvoir les principes de « conception de collectivités durables » et des pratiques d'urbanisme qui vont dans ce sens dans le cadre de ses programmes et de ses politiques, qui permettront ultimement de réduire les coûts et les incidences environnementales, pour ce qui est des logements sociaux ou sans but lucratif. Est-ce que cela demeurera une priorité pour la SCHL?

Evan Siddall : Oui, et vous savez que c'est la mesure des améliorations visant la consommation efficiente d'énergie et d'eau qui stimule ce programme de rénovations et d'améliorations de 574 millions de dollars, cette année et l'an prochain. Cela représente certainement une façon de réduire les coûts d'exploitation pour le secteur. Nous considérons aussi cela au moyen d'une approche axée sur les gens, Jeff, donc nous pensons à la durabilité sous trois angles. Évidemment, la question de la durabilité environnementale relève du gouvernement, les économistes appellent ça une externalité, et c'est trop facile pour les acteurs du secteur privé de l'ignorer. Mais les externalités comme celle-ci sont du ressort du gouvernement et nous

continuerons d'être attentifs à cette responsabilité. Deuxièmement, la durabilité économique, nous voulons avoir un secteur du logement social et sans but lucratif prospère, qui permet d'allouer les ressources limitées du gouvernement à la construction plutôt que pour aider des groupes qui ont de la difficulté à s'entendre et donc il nous revient, je veux dire à la SCHL et au gouvernement, de renforcer les capacités dans le secteur pour nous assurer que cela se produise. Puis, troisièmement, la durabilité sociale, et je crois que c'est l'objet de votre question, l'idée de la création de collectivités durables. Les sociétés inclusives, exemptes de ghettoïsation des communautés, où les gens peuvent avoir une mobilité sociale aux chapitres des emplois, des perspectives économiques et de l'inclusivité. Tout comme vous, j'ai regardé ce consternant spectacle de ce que peut devenir la démocratie lors du débat aux États-Unis l'autre soir et, vous savez, le Canada apparaît comme un îlot d'inclusion sociale dans un monde qui est un peu perdu, et je crois qu'il s'agit d'une priorité sur laquelle nous réfléchissons pour aller de l'avant, c'est certain.

Jeff Morrison : Je crois que beaucoup de ceux qui nous écoutent sont d'accord avec vous là-dessus. Il ne nous reste que quelques minutes, et, Evan, j'aimerais entrer dans une sphère un peu plus personnelle. La question suivante nous a été posée par un membre et nous pensions qu'elle était intéressante. Dans le cadre de vos fonctions à la SCHL, vous avez eu l'occasion de rencontrer de nombreux Canadiens de partout au pays, dans différents contextes. Je me demandais si vous pourriez partager avec nous un ou deux moments clés qui ont le plus marqué relativement à votre vision des principales difficultés auxquelles sont confrontés les Canadiens pour avoir accès à un logement sûr et abordable.

Evan Siddall : J'ai deux histoires liées au logement autochtone à partager avec vous, les deux dans des réserves, et je sais qu'elles auront un écho parmi vos membres, et je ne veux pas concentrer mon attention uniquement sur cela, c'est juste que, comme je l'ai mentionné, les conditions dans les réserves peuvent être affreuses, et certaines personnes m'ont déjà dit « vraiment, tu as dit ça en public », comme si c'était trop controversé. Donc, lorsque je me suis joint à la SCHL je me suis dit que, quand je voyagerais, j'aimerais visiter les réserves et les communautés des Premières Nations, parce que je n'ai jamais eu l'occasion de le faire auparavant. Naturellement, les gens veulent entendre parler des succès, et j'ai vu des communautés qui réussissent très bien et c'est encourageant. Mais, je me suis dit, vous savez, je n'ai pas vraiment une bonne idée de la situation et des problèmes, et j'ai commencé à diversifier mon expérience. Donc notre conseil d'administration s'est réuni en Colombie-Britannique plus tôt cette année, et c'est la seconde partie de l'histoire, nous avons visité trois communautés, que je ne nommerai pas, parce que je vais faire un commentaire discriminatoire, pas discriminatoire sur le plan ethnique, mais sur le plan des capacités, parmi les trois, une était extrêmement prospère, une se débrouillait pas si mal, et la troisième avait beaucoup de difficultés. Donc, j'ai rencontré le Chef et le conseil de bande de celle qui était entre les deux, celle qui ne s'en sortait pas si mal, avec notre conseil d'administration. Un des membres du conseil de bande s'est penché, il habitait dans un logement du programme de l'article 95 de la SCHL, il s'est penché au-dessus de la table, et c'était un gaillard bien costaud, vous penseriez qu'il intimidait ses enfants, j'imagine, ses enfants adolescents, mais il était presque en larmes en me parlant de l'importance pour lui d'avoir un chez-soi et ce que cela signifiait pour sa famille, et ce que ça signifiait pour lui de pouvoir inviter des gens à souper à la maison, et pour ses enfants de pouvoir étudier, et vous savez, je reconnais ces choses d'un point de vue intellectuel, mais d'être témoin de l'impact que nous avons eu sur la vie de cette famille, ça m'a marqué, ça me marque encore aujourd'hui, mais le sentiment a été très vif pendant une semaine ou deux. Vous savez, c'est la raison pour laquelle nous faisons ce que nous faisons à la SCHL, pour laquelle les membres de l'ACHRU font ce qu'ils font. Et j'aimerais juste mentionner que nous faisons du bon travail, du travail important pour les gens.

Jeff Morrison : Je pense souvent que nous avons besoin de nous remémorer ces histoires et de mettre des visages sur le travail que nous réalisons, parce que nous avons parfois tendance à nous perdre dans les

grandes questions, mais il est extrêmement important de nous rappeler des gens, de ces histoires et de l'effet que nous avons.

Evan Siddall : En effet. C'est notre carburant. Ce qui nous permet de continuer.

Jeff Morrison : Absolument. Donc nous avons parlé d'un certain nombre de questions dont nos membres nous ont fait part concernant la consultation sur la Stratégie nationale sur le logement. Auriez-vous une conclusion ou des messages clés que vous aimeriez transmettre aux fournisseurs de logements sociaux et abordables partout au pays?

Evan Siddall : Merci Jeff, merci de l'invitation. Je répondrai du point de vue de l'innovation, et ce n'est pas moi qui communique un message à l'ACHRU, ce serait la façon dont je répondrais à cette question, peu importe qui me la poserait. Le gouvernement actuel, et particulièrement le ministre Duclos, porte un grand intérêt aux solutions novatrices. Ça sonne bien, mais laissez-moi vous expliquer pourquoi c'est important. J'ai déjà parlé du problème des attentes trop élevées, et, vous pouvez vous en douter, avec ces consultations, les gens, évidemment, mettent toute leur liste de souhaits sur la table, et on s'attend à cela, et c'est normal. Nous avons aussi besoin d'aide pour penser à une manière de maximiser le rendement des ressources financières restreintes du gouvernement fédéral. Vous m'avez demandé le montant d'argent qui est en jeu. Ce sera une somme importante. Mais ce ne sera pas assez. Pour aider à combler adéquatement les écarts, pour réellement répondre à tous les besoins des Canadiens au Canada, et le montant d'argent qui peut être consacré à cela, nous avons vraiment besoin d'aide. Notre aspiration est de s'assurer que tous les Canadiens ont accès à un logement qui répond à leurs besoins, et qu'ils ont les moyens de payer. C'est une grande aspiration. Ici, à la SCHL, malgré le financement limité, nous sommes déterminés à essayer d'y parvenir. Cela prendra du temps, mais c'est l'objectif de la Stratégie nationale sur le logement de nous aider à respecter cet engagement, et de nous permettre d'améliorer la vie de ceux dont les besoins sont les plus criants. Et c'est ce sur quoi nous concentrons nos efforts, sur l'alignement des différents niveaux de gouvernement et d'autres acteurs, y compris des experts du secteur privé, du secteur sans but lucratif et du logement, et nous espérons que l'innovation, grâce à notre capacité de tenir ces discussions et de rassembler les gens, et peut-être par des programmes, nous aidera à produire un effet de levier, je déteste le terme, mais il fonctionne bien ici, donc à produire un effet de levier pour transformer des sommes insuffisantes en quelque chose qui, je l'espère, peut répondre aux besoins et nous permettre de réussir. Les idées novatrices sont donc primordiales. Nous avons sur notre site Web une plate-forme, Idéopole, par laquelle les gens peuvent soumettre des idées novatrices. Elles peuvent être aussi folles que possible, ensuite il y a un vote, et cela nous permettra de faire participer le public pour trouver de bonnes solutions, parce que, pour l'amour du ciel, nous n'avons pas toutes les réponses.

Jeff Morrison : Bien. Et je crois que le fait d'avoir écouté nos membres durant l'été, pendant notre préparation à notre consultation nous a permis d'entendre de nombreuses idées novatrices concrètes, par exemple la cohabitation pour les aînés et les habitations partagées, comme sur le plan des politiques globales. Et, Evan, je vais vous faire mon petit discours et vous dire que j'espère que vous aurez l'occasion de lire le mémoire de l'ACHRU, qui est le produit de nombreuses discussions avec nos membres et parties prenantes de partout au pays, et beaucoup d'entre eux ont pris à cœur l'idée de rechercher des solutions novatrices, et cela a été la pierre angulaire de notre réponse à la consultation.

Evan Siddall : Je le lirai. Vous avez mis du temps à le préparer. Notre relation avec l'ACHRU en est une de, je ne sais pas si vous le savez, nous avons un groupe de parties prenantes de premier plan, de première importance, et l'ACHRU en fait évidemment partie. Et nous prenons cette relation très au sérieux. Une autre chose que je voudrais ajouter, vous m'avez posé cette question en français : faites-nous savoir

comment nous pouvons vous laisser la voie libre. Une des raisons de favoriser l'innovation est de s'assurer que les politiques gouvernementales, issues du gouvernement ou la SCHL, ne sont pas des obstacles. Nous en parlons à l'interne, de stimuler l'innovation par nos employés, la clé est que les gestionnaires leur laisse la voie libre. Et par analogie, nous sommes ouverts aux suggestions à cet égard, et à l'égard de la manière dont le rôle de la SCHL peut évoluer et apporter plus de soutien au secteur.

Jeff Morrison : Nous sommes très reconnaissants de ces bons mots et, bien sûr, notre partenariat clé avec la SCHL et notre relation avec vous et avec l'organisation sont fondamentaux et nous sommes impatients de les renforcer.

Malheureusement, c'est tout le temps que nous avons. Merci, Evan Siddall, pour votre temps aujourd'hui.

Merci beaucoup à Evan Siddall, président et premier dirigeant de la Société canadienne d'hypothèques et de logement d'avoir rencontré l'ACHRU dans le cadre de la série de baladodiffusions **Bénéficiaire d'opportunités**. Et, Evan, nous avons bien hâte de continuer à travailler avec vous et vos collègues à étoffer cette stratégie sur le logement pour qu'elle profite à tous les Canadiens.

Evan Siddall : Merci à vous également et bonne journée à tous.

Jeff Morrison : Merci, et pour ceux qui nous écoutent, veuillez visiter le www.chra-achru.ca pour obtenir de plus amples renseignements sur l'adhésion à l'ACHRU, nos activités de défense des intérêts, des documents sur les programmes et les politiques, ainsi que pour connaître les webinaires et les baladodiffusions à venir.

Evan Siddall : C'était très intéressant. Merci. Bonne journée.

Jeff Morrison : Merci, Evan.